



État policier en France: Vers l'organisation progressive des massacres

Par [Jean-Yves Jézéquel](#)

Mondialisation.ca, 20 janvier 2020

Région : [L'Europe](#)

Thème: [Droits humains et État policier](#), [Loi et Justice](#)

Protestant, parce que souffrant de la vie qu'on leur impose, des anciens ont été matraqués, jetés à terre, roués de coups de pieds, tirés par les cheveux, traînés sur les trottoirs. Des handicapés en chaise roulante ont été jetés à terre et roués de coups. On a tiré à coups de LBD sur des gens qui ne présentaient aucun danger, notamment des adolescents. On a agenouillé des jeunes de lycée et on les a humiliés en les traitant comme des terroristes. Des grenades ont été lancées dans les appartements. Une dame a été tuée par l'une d'elles. Des gens qui exerçaient leur droit légitime de manifester ont été éborgnés; On a lancé les GLI-F4 en cloche, arraché des mains, fracassé des mâchoires, enfoncé des côtes, défoncé des crânes, brisé des jambes et des bras...

C'est un fait: la haine de la police devenue milice est désormais acquise dans toute la France.

Ce qu'il faut donc désormais appeler la « milice française » est à l'image du voyou Castaner et du psychopathe Macron. Elle obéit aveuglément, comme Philippe, toujours aux ordres de l'arriération mentale incarnée par l'usurpateur de l'Élysée et ses complices recrutés dans le banditisme ordinaire.

La milice a reçu la consigne qu'elle « *pouvait faire ce qu'elle voulait* »!

Elle a reçu carte blanche pour brutaliser, insulter, humilier, pratiquer l'abus de pouvoir sans borne, la criminalité en toute impunité...

La milice de Macron a tous les droits y compris celui de tuer! Le « droit » a disparu, il est mort, envolé! Nous savons qu'il n'était pas au service de la vérité et pas plus de la justice mais de la loi. Comme chacun le sait, la loi est créée par un petit nombre de gens censés nous « représenter » et dont les tares multiples inévitables se retrouvent naturellement comme inspiratrices de ces lois érigées en « révélation » quasi sacralisées entraînant notre soumission aveugle, obligatoire et forcée.

La milice s'amusait chaque samedi et maintenant tous les jours; elle attend le matin comme une « fête » cette sorte de « chasse à l'homme », au cours de laquelle elle va brutaliser en poussant des cris barbares et en se réjouissant à chaque impact de LBD dans un visage fracassé...

Puis, c'est un milicien qu'on voyait sur une vidéo jouir littéralement en public, après avoir massacré une femme syndicaliste, le 9 janvier!

Un autre milicien, pratiquant le croc en jambe, faisait tomber volontairement et arbitrairement une femme qui n'était en rien une menace pour lui. Il se réjouissait de l'humilier, de la traîner dans le sang et la boue de l'infamie. Il était sans âme, sans conscience, sans honneur, sans dignité et c'est pourtant à de tels arriérés mentaux qu'on a donné une arme!

Pour entrer dans la police, faut-il être une ordure, un salaud, un goujat, un raté, une raclure ou un crétin prêt à obéir à n'importe quelle consigne, même immorale ou carrément criminelle? Voilà, en effet, ce qui arrive, le genre de policier que l'on va avoir, lorsque ce n'est pas le peuple qui contrôle la police et toutes les autres Institutions de l'État.

La milice pratique couramment la garde-à-vue sans motif, en toute illégalité: la dictature pure et dure, le hors-la-loi explicite. La majorité des Français ne savait pas encore que la démocratie n'existait pas en France; maintenant elle le sait par expérience.

La milice de Macron pratique le chantage, comme les mafieux ou les terroristes; elle menace de « s'en prendre à la jolie fille » d'un Gilet jaune si celui-ci ne se soumet pas à son abus de pouvoir.

Pour la milice, il n'y a plus de RIO, plus de règlement du maintien de l'ordre, plus de code de déontologie: les articles 8,9,10 notamment du code de déontologie de la police nationale ont été effacés définitivement. Quant à la Constitution elle a été enterrée depuis longtemps...

Lorsqu'un citoyen a la main arrachée par une grenade, théoriquement interdite, les responsables se contentent de dire, comme en février 2019, que « *c'est bien fait pour la gueule de celui qui a osé utiliser son droit de manifester* »!

Non contents de faire ce qu'elles veulent, les milices organisent la chasse aux journalistes indépendants sur les réseaux sociaux, car ceux-ci dénoncent leurs exactions. Puis, comme cela était prévisible, elles s'en prennent désormais également aux journalistes des médias collabos, car il ne faut pas demander à un milicien de raisonner.

Les chefs sont les premiers pervers installés dans la toute-puissance. Ils communiquent tout naturellement leur pathologie à ces milices lâchées dans le « permis de réprimer pour réprimer ». Ils font ce qu'ils veulent: il n'y a pas de loi, pas de droit, pas de contre-pouvoir, pas de compte à rendre: l'impunité absolue!

C'est Papon réincarné en Lallement qui dirige la milice parisienne. La réalité d'aujourd'hui, c'est que la milice ne peut pas être la gardienne de l'ordre républicain. La République est une vaste blague qui fait la nique aux aspirations démocratiques! La fiction républicaine et le discours sur la « démocratie représentative » sont enfin dévoilés: la supercherie a assez duré.

Désormais chacun sait que l'État est terroriste par essence, pervers par nécessité, odieux par vocation, inutile par nature. L'État c'est la criminalité « légitimée », un organisme mafieux qui a éliminé les autres mafias et qui s'est autoproclamé le seul autorisé. L'État légitime sa violence par sa « violence légitime »! Macron dit qu'il faut utiliser la violence policière car elle est « légitime »! Lui-même n'est pas légitime à l'Élysée où il est « entré par effraction » et l'État en soi n'a aucune légitimité lorsqu'il n'est pas là pour obéir au peuple qui lui seul peut commander. L'État peut avoir une légitimité lorsqu'il se contente d'obéir au

peuple. C'est le seul cas de figure dans lequel l'État sans étatisme peut avoir une utilité et un rôle à jouer.

On en est donc très loin en France.

Ni un décret, ni une loi, ne peuvent donner à l'État sa « légitimité ». Seul le peuple donne sa légitimité à l'État qui est là pour exécuter les ordres du peuple souverain.

Le pouvoir est en soi une perversion qui croit qu'il « peut faire ce qu'il veut » tout comme la milice à son service. Personne n'a jamais donné un pouvoir à qui que ce soit. C'est tout un peuple qui détient le pouvoir de se gouverner lui-même, par lui-même et pour lui-même. Le reste n'est que structures au service de la volonté du peuple sans avoir aucun pouvoir sur le peuple qui conserve son contrôle permanent des structures de l'État à son service.

Oui, le droit fondamental de manifester a été détruit en France, par une bande de prédateurs au service exclusif de la finance internationale. La France est pillée, volée, dépecée et les Français qui protestent et défendent leur bien se font massacrer par les milices fascistes du pouvoir mafieux macronien au service des flibustiers de la finance.

Manifester aujourd'hui en France c'est se mettre en grand danger et risquer sa vie.

Macron disait refuser « *la haine, la violence et l'irrespect qui ne sont acceptables que dans une dictature* »! Il aurait déjà pu dire « imaginables dans une dictature » et non pas « acceptables dans une dictature », comme si la dictature était finalement une bonne solution éventuelle! Nonobstant cette incohérence de langage, c'est de plus exactement la description de ce qu'il fait en France: il est justement dans la haine du peuple, dans la violence policière et dans l'irrespect absolu des citoyens. Il est dans le mépris et l'arrogance. Comment ne voit-il pas que ce qu'il « dénonce » est précisément ce qu'il pratique lui-même?

Parce que l'adhésion à la notion étatique du pouvoir, implique en soi l'idée de « l'innocence », car tout pouvoir déclaré comme tel ne peut se justifier que de théocratie. Le pouvoir, pour être acceptable par ceux qui vont devoir se soumettre, ne peut être qu'innocent. Il faut donc qu'il provienne de dieu qui est pur et saint (innocent). L'État est de ce fait le Pontife de la société laïque, jouissant de « l'infaillibilité pontificale » pour décréter ce qui est le bien et le mal du peuple! Macron est installé dans cette illusion associée à une arriération mentale avérée. Il est donc malade et il faudrait qu'il soit en psychiatrie et non pas à l'Élysée!

Pourquoi les choses vont-elles aussi mal? Réponse: parce que nous sommes dirigés par des arriérés mentaux, des malades psychotiques, des tarés et des escrocs... Macron est entouré de pervers à son image avec sa bande des Philippe, Castaner, Belloubet, Bergé, Rebeyrotte, Nogal, Goulard, Maillard, Park et Cie... pour ne citer que ceux qui ont encore frayé la chronique par leurs déclarations consternantes de sottise!

Macron pratique à jets continus le « renversement projectif » qui est un mécanisme inconscient hautement révélateur du délabrement mental qui l'habite. Macron dénonce les « radicalisés », et c'est précisément ce qu'il donne à voir de lui-même. L'idée fixe de la « lutte contre le terrorisme » menaçant de l'extérieur indique le terrorisme intérieur de l'État.

Les tirs à bout portant de LBD, comme celui rapporté par « Arrêt sur images » du 9 janvier

dernier, n'ont pour seul but que de terroriser le peuple qui manifeste et préfigurent, en soi, les massacres prévisibles à venir.

Dans la Convention de Genève, on trouve cette déclaration :

« Sont interdits les actes ou les menaces de violence dont le but principal est de répandre la terreur parmi les populations civiles. ».

De plus, Selon l'Article 7 du Statut de Rome, qui a été signé par la France, traitant des Crimes contre l'humanité, il est dit :

« 1. Aux fins du présent Statut, on entend par crime contre l'humanité l'un quelconque des actes ci-après lorsqu'il est commis dans le cadre d'une attaque généralisée ou systématique lancée contre toute population civile et en connaissance de cette attaque:

a) Meurtre ... etc.;

e) Emprisonnement ou autre forme de privation grave de liberté physique en violation des dispositions fondamentales du droit international;

f) Torture...etc.;

h) Persécution de tout groupe ou de toute collectivité identifiable pour des motifs d'ordre politique... etc. ;

k) Autres actes inhumains de caractère analogue causant intentionnellement de grandes souffrances ou des atteintes graves à l'intégrité physique ou à la santé physique ou mentale... »

Mais, dans la « Constitution Européenne » imposée aux Français en 2008, et qui fait loi surpassant toutes les autres lois, ces dispositions sont annulées et contournées. « *La mort n'est pas considérée comme infligée en violation de cet article dans les cas où elle résulterait d'un recours à la force rendu absolument nécessaire: pour assurer la défense de toute personne contre la violence illégale; pour effectuer une arrestation régulière ou pour empêcher l'évasion d'une personne régulièrement détenue; **pour réprimer, conformément à la loi, une émeute ou une insurrection*** » (Cf., article 2 - 2 de la Convention européenne des droits de l'homme) « *Un Etat peut prévoir dans sa législation la peine de mort dans certaines situations* (article 2 du protocole N° 6 annexé à la CEDH). (Cf., Le traité de Lisbonne 152 pages, contenant plus de 350 dispositions de droit primaire, auxquelles s'ajoutent 13 protocoles et 59 déclarations. **Voir : article 2-2 du protocole N°6 annexé à la Convention Européenne des Droits de l'Homme**)

L'État illégitime a ouvertement pris parti pour la logique destructrice du capitalisme sous sa forme ultralibérale actuelle. Il utilise donc la violence absolue pour nous imposer sa logique de destruction. Les serviteurs de cette vision du pouvoir pervers par essence, doivent être réduits au silence avec ce pouvoir lui-même et ses moyens démesurés de répression.

Dans un tel contexte de trahison totale des Institutions de la République, il n'est pas étonnant qu'un Luc Ferry ait de nouveau récidivé sur LCI dans un « débat » en compagnie de Daniel Cohn Bendit, au cours duquel il en appelait une nouvelle fois au meurtre:

« *Les djihadistes de Daech n'avaient qu'une envie, c'est d'organiser la guerre civile en France et de répandre la terreur. C'est ce qu'on est en train de faire avec nos propres moyens... Emmanuel Macron ne mérite pas la haine. Il n'y a aucune raison pour que cet homme suscite une haine pareille.* » « *Cette logique de la terreur, de la haine, ces menaces*

de mort en permanence, tout cela réjouit tous ceux qui dans le monde nous détestent. » Les « Gilets jaunes » et tous « ceux qui les ont rejoints » font « le jeu de Daech ». CQFD: tous ceux qui protestent sont des terroristes qui réalisent le projet de Daech!

Luc Ferry le 13 janvier sur LCI : *« Quand on voit un malheureux policier qu'ils tabassent par terre, franchement, que les policiers se servent de leurs armes une fois pour toute et puis voilà! »*

Récidive d'un appel au meurtre. Luc Ferry n'a absolument pas été inquiété pour son premier appel au meurtre dans les médias; il ne le sera pas plus pour ce second appel au meurtre, puisque le pouvoir judiciaire pris en otage par les prédateurs macroniens est dans le « camp » des oppresseurs.

Étrangement, monsieur Luc Ferry ne voit pas, lui non plus, que ce qu'il dénonce, concernant le souhait de Daech, c'est précisément ce qu'il accomplit: encourager le vœu de Daech, puisqu'il fait un appel au meurtre de citoyens français par la police, ce qui manifestement provoquerait immédiatement une guerre civile! Ce sont bel et bien Macron et ses partisans « radicalisés » qui volontairement font le jeu de Daech.

L'ensemble de cette violence extrême baigne dans un bouillon habituel de mépris et d'arrogance de la part de ce Macron qui n'a que faire de la France et des Français. Pendant que la majeure partie de ses concitoyens proteste et se bat péniblement pour sauver le principe de la solidarité nationale, au lieu de livrer la France au « chacun pour soi et au tous contre chacun », Macron se rendait au théâtre ce vendredi 17 janvier comme si rien ne se passait en France. Le plaisir de sa belle soirée était gâché par l'arrivée aux « Bouffes du Nord » des manifestants alertés via Twitter. L'auteur de l'alerte était évidemment placé en Garde-à-vue et sous le coup de la répression impitoyable des milices du régime.

Au même moment, on découvrait la circulaire de Castaner aux préfets, leur demandant de ne plus prendre en compte, à l'occasion des élections municipales de 2020, les résultats des villes de moins de 9000 habitants! En ne divulguant, pour les statistiques nationales, que les résultats des villes de plus de 9000 habitants, cela allait représenter une mise à l'écart automatique de 96% des localités qui seront instantanément ignorées dans la prise en compte des résultats. Par la même occasion, c'est le vote de 54% des électeurs qui sera également ignoré par ce gouvernement! Les macroniens annoncent ouvertement comment ils vont s'y prendre pour trafiquer les résultats des municipales et imposer leur triomphe factice à l'ensemble des Français qui luttent contre la politique de destruction de ces pervers se maintenant artificiellement au pouvoir par la tromperie, le mensonge, l'arrogance, la manipulation et les violences policières!

CONCLUSION

Le cynisme et l'arrogance de ces gens n'ont plus de limites: nous allons logiquement vers l'organisation progressive de massacres qui, dans cette logique répressive « radicalisée » par les charlatans politiques qui nous dirigent, deviennent peu à peu nécessaires.

Derrière chaque résistant, il y a nous tous qui formons le peuple français. Le principe de destruction du capitalisme ultralibéral est servi par des individus qui n'ont pas la conscience de la solidarité: ils n'en ont aucune idée, puisque faisant partie des profiteurs d'en haut, ils ne se sentent pas concernés par l'injustice sociale et fiscale, la perte de tous les droits et les sens interdits dressés de toutes parts par les directives de l'Union Européenne.

Nous devons ensemble détruire le capitalisme ultralibéral et tous ceux qui, par leur radicalisation, le servent avec fanatisme, persuadés qu'ils sont de faire le bon choix « politique » (pour eux)... La macronie se sent « légitimée » et appuyée par l'Union Européenne avec sa volonté acharnée « radicalisée » de politique ultralibérale. Le malheur de la France actuelle passe par Bruxelles: il faut donc supprimer cet anachronisme de l'enfermement dans cette UE qui n'a pas été voulue par les peuples européens et surtout pas par le peuple français. « *Si nous ne voulons pas tous crever comme des idiots* », (dixit Martin Luther King) il va falloir arrêter le capitalisme sauvage et ses serviteurs dévoués. Il s'agit d'arrêter une perversion en marche contre la vie et le peuple qui souffre et ose le dire aujourd'hui dans la rue!

Va-t-on le faire encore longtemps avec des manifs, des paroles, des chansons et des actes symboliques ou des fleurs, alors que la seule réponse obtenue est celle du mensonge arrogant, de la criminalité de l'État qui se déchaîne sans complexe sur tous les contestataires, c'est-à-dire, sur la majeure partie du peuple qu'il était théoriquement chargé de « représenter »?

En disant ce que nous pensons et en agissant conformément à cette pensée inspirée de solidarité, nous savons tous que nous nous exposons à l'éventualité certaine de la répression et peut-être même, dans les jours qui viennent, de la mort, mais peu importe. La vie doit toujours être totalement inspirée par le « critère » de la générosité.

Torturer, maltraiter, mutiler ou tuer un homme qui combat avec la force de sa liberté et la détermination inflexible de sa conviction intériorisée, ne peut en aucun cas éradiquer le sens, la volonté, l'idée qu'il porte dans son esprit et dans ses gestes. Car tout cela le transcende! L'homme, en lui-même, à travers les limites et la vulnérabilité de son humanité peut être anéanti, mais pas la conscience qu'il proclame à la face du monde. Cette conscience supérieure est immortelle, elle transcende l'espace et le temps, elle ne peut pas être réduite à néant par le mensonge des manipulations exécrables d'un pouvoir pervers qui se croit tout-puissant, elle construit même l'univers visible et invisible, elle est en soi révolutionnaire.

Si la cause de cette conscience supérieure de la vie du mouvement et de l'être, au sein de la nature humaine et de la nature tout court, veut bien que cette étape de l'existence se prolonge encore quelque temps pour l'espèce humaine, portons-la comme un drapeau fédérateur des combats pour la libération de l'homme de toutes les formes de tyrannie.

Jean-Yves Jézéquel

La source originale de cet article est Mondialisation.ca
Copyright © [Jean-Yves Jézéquel](https://www.jezequel.com/), Mondialisation.ca, 2020

Articles Par : [Jean-Yves Jézéquel](https://www.jezequel.com/)

A propos :

Jean-Yves Jézéquel, philosophe et psychanalyste, diplômé du troisième cycle en sciences humaines, est

l'auteur d'une trentaine d'essais en philosophie, spiritualité, religion, psychologie. Il publie également depuis 2014, une série d'analyses sur les grandes questions actuelles de société.

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexacts.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site Mondialisation.ca sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de Mondialisation.ca en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: media@globalresearch.ca

Mondialisation.ca contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: media@globalresearch.ca